

ACTUALITÉS

**LA  
PRESSE**

Éducation, Enseignement supérieur et Santé

# Les derniers de classe du bulletin des ministères



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

L'hôtel du Parlement abritant l'Assemblée nationale du Québec

**Les ministères québécois ont reçu leur bulletin chiffré qui leur a été remis par le Conseil du trésor pour 2022-2023. L'exercice est**

**particulièrement sans pitié pour l'Enseignement supérieur (sous la note de passage), l'Éducation et la Santé, qui se retrouvent aux derniers rangs.**

Mis à jour hier à 5h00



**LOUISE LEDUC**

La Presse



## Des efforts à mesurer

La performance de 21 ministères et de cinq organismes publics a été scrutée par le Conseil du trésor, suivant les cibles annuelles que chacun s'est données. Polaroid aux allures de feuille de route particulièrement rentre-dedans pour certains, ce portrait traduit leur réussite respective, mais aussi les défis très inégaux auxquels ils font face.

Sonia LeBel, présidente du Conseil du trésor, juge cet exercice important pour « évaluer les services que les ministères rendent à la population » et pour « mesurer leurs efforts afin qu'ils s'améliorent. On a choisi de rendre cette démarche transparente pour les citoyens ».

# Tableau de bord de la performance de l'administration publique, 2022-2023

## Dix ministères ayant reçu les notes les plus faibles

### Évaluation

Immigration, Francisation et Intégration	83 %
Justice	82 %
Économie, Innovation et Énergie	82 %
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	80 %
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	79 %
Ressources naturelles et Forêts	78 %
Sécurité publique	77 %
Santé et Services sociaux	64 %
Éducation	62 %
Enseignement supérieur	56 %

Source : Secrétariat du Conseil du trésor



[Consultez le Tableau de bord complet de la performance de l'administration publique](#)

## Ministère de l'Enseignement supérieur

- **Note globale** : 56 %
- **Dépenses prévues** : 8,5 milliards

Ce ministère n'a atteint que 11 % des cibles qu'il s'était lui-même fixées. Il a notamment raté sa cible d'inscriptions au cégep et à l'université « menant à des emplois en déficit de main-d'œuvre ». Le taux de diplomation au cégep « deux ans après la durée prévue » du DEC n'est qu'à 62,1 %, par rapport à une cible de 64,8 %.



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Le taux de diplomation au cégep « deux ans après la durée prévue » du DEC n'est qu'à 62,1 %, par rapport à une cible de 64,8 %.

Ce ministère est particulièrement loin du compte quant au taux de passage du secondaire vers le collégial. Son objectif était d'atteindre un taux de 73 % en 2022-2023, il n'a obtenu que 69,7 %.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

Pascale Déry, ministre de l'Enseignement supérieur

Explication offerte par le cabinet de la ministre Pascale Déry : « Il est clair que les résultats ne sont pas satisfaisants. » Cette « faible performance » s'explique en partie par les « occasions d'emploi [qui] entrent en concurrence avec la poursuite des études ».

## Ministère de l'Éducation

- **Note globale** : 62 %
- **Dépenses** : 17,7 milliards

En éducation, le Ministère disait qu'en 2022-2023, 50 % des bâtiments du réseau scolaire seraient en état satisfaisant. On en est à 39 %.



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, ARCHIVES LA PRESSE

Le ministère de l'Éducation a échoué à réduire comme il l'espérait l'écart de réussite entre les garçons et les filles.

---

Par ailleurs, le taux d'obtention d'un premier diplôme ou qualification après cinq ans au secondaire est sept points de pourcentage inférieur à la cible.

Le Ministère a aussi échoué à réduire comme il l'espérait l'écart de réussite entre les garçons et les filles : la différence est de 2,6 points de pourcentage.

Plutôt que la totalité des écoles publiques comme promis, 85 % d'entre elles offrent une heure par jour d'activités parascolaires.



PHOTO JOSIE DESMARAIS, ARCHIVES LA PRESSE

Bernard Drainville, ministre de l'Éducation

Explication du cabinet du ministre Bernard Drainville : « On prend acte des constats », « l'éducation, c'est l'une des grandes priorités du gouvernement ». « On le sait, le statu quo n'est pas acceptable. » Pour 2023-2027, le cabinet de Bernard Drainville assure avoir à la fois « des cibles ambitieuses, innovantes et plus réalistes ».

## Ministère de la Santé et des Services sociaux

- **Note globale** : 64 %
- **Dépenses probables en 2022-2023** : 52 milliards

Ce ministère n'a atteint que 32 % de ses propres cibles. On visait en 2022-2023 un maximum de 25 000 demandes d'opérations en attente de plus de six mois. On en est à 49 041.



PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

Le tableau est sombre au chapitre des demandes d'opérations en attente.

En oncologie, le Ministère espérait que 77 % des patients soient vus dans un délai égal ou inférieur à 28 jours. On n'en est qu'à 54 %.

Pour les évaluations en Protection de la jeunesse, le Ministère se croyait en mesure d'obtenir un délai moyen d'attente de 21,4 jours. On en est à 44,5 jours.

Par contre, l'objectif quant au nombre de personnes recevant du soutien à domicile a été dépassé.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

Christian Dubé, ministre de la Santé et des Services sociaux

Explication du cabinet du ministre Christian Dubé : « Comme partout dans le monde, nous sommes confrontés [à] la pénurie de main-d'œuvre, au vieillissement de la population et [à] un réseau toujours fragilisé par la pandémie. [...] Nous sommes plus que conscients des améliorations à faire dans le réseau de la santé, surtout en matière d'accès. [...] Nous suivons quotidiennement les cibles du plan stratégique. »

## Ministère de l'Environnement

- **Note globale** : 79 %
- **Dépenses** : 331 millions (à l'exception des dépenses liées aux fonds spéciaux)

Le ministère est très en retard par rapport à sa propre cible de matières résiduelles éliminées annuellement par habitant, n'a pas atteint sa cible quant au « pourcentage de réduction des indicateurs de risque liés aux pesticides ».



PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

Le ministère de l'Environnement est très en retard par rapport à sa propre cible de matières résiduelles éliminées annuellement par habitant.

Il visait par ailleurs un pourcentage de réduction de la consommation énergétique de 100 % aussi bien pour ce qui est de la consommation énergétique que de la consommation de produits pétroliers. On est loin de là, avec des pourcentages respectifs à ces égards de 76 % et de 42,6 %. Par contre, l'objectif « d'acquisitions écoresponsables » a été dépassé.



PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

Benoit Charette, ministre de l'environnement

Explication du cabinet du ministre Benoit Charette : Invité à commenter s'il le souhaitait, le cabinet de Benoit Charette, ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs nous a dit qu'il nous reviendrait, mais ça n'a pas été le cas.

## Société de l'assurance automobile du Québec

- **Note globale** : 55 %
- **Frais d'administration** : 546,4 millions

La SAAQ obtient 55 %, la pire note des cinq organismes publics qui ont eux aussi été évalués. Malgré la crise informatique qui lui a coûté plus de 40 millions et qui fera l'objet d'une enquête de la vérificatrice générale, la SAAQ, dans son bulletin, est réputée avoir obtenu une note de 8,6 sur 10 à l'égard de la « satisfaction globale » de sa clientèle.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

La SAAQ pâtit notamment d'un trop haut taux de décès par 100 000 habitants.

Elle pâtit notamment d'un trop haut taux de décès par 100 000 habitants et des trop faibles « taux de mobilisation des employés ».



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

La SAAQ obtient 55 %, la pire note des cinq organismes publics qui ont eux aussi été évalués.

Réponse du bureau du président-directeur général, Éric Ducharme : La SAAQ dit prendre acte « des résultats du bulletin », mais elle fait observer qu'il y a moins d'accidentés sur les routes et que « les contributions d'assurance automobile sont toujours les plus basses au Canada ».

## Gros ministères, maigres notes

François Dauphin, président-directeur général de l'Institut sur la gouvernance, salue ici l'exercice de transparence, mais s'inquiète que les ministères aux plus gros budgets « soient derniers de classe ».

Il y a trop d'indicateurs, difficilement comparables, à son avis.

C'est aussi l'opinion de Jean Bernatchez, professeur de sciences de l'éducation à l'Université du Québec à Rimouski. « Il est autrement plus complexe de réduire le temps

d'attente aux urgences que de répondre aux clients pour le ministère du Tourisme », illustre-t-il.

Aussi, il constate que « le ministère de l'Habitation [qui se trouve au 9<sup>e</sup> rang du classement] paraît assez bien », mais suivant une logique caquiste valorisant « la propriété privée plutôt que le droit au logement ».

## Les bons élèves

Le ministère du Tourisme, dont presque toutes les cibles tournent simplement autour de la satisfaction des visiteurs, arrive au premier rang. En troisième position (derrière le Conseil exécutif) : celui des Transports. Pourquoi ? Entre autres en raison des cibles atteintes pour ce qui est des « chaussées aéroportuaires en bon état » et des « voies ferrées fonctionnelles » sous sa responsabilité.



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

La ministre du Tourisme, Caroline Proulx, dont le ministère arrive au premier rang.

---

Le nombre de déplacements en transport adapté a aussi dépassé l'objectif.

Par contre, la proportion des routes en bon état demeure insuffisante. Idem pour la fréquentation du transport collectif, qui fait bien partie de ce bulletin du ministère des Transports.

Le Secrétariat du Conseil du trésor et les Finances complètent le haut du tableau.

Du côté des organismes, Retraite Québec et Revenu Québec obtiennent presque des notes parfaites.

© La Presse Inc. Tous droits réservés.



## Le saviez-vous?

Donner à La Presse, c'est permettre à un média indépendant d'offrir gratuitement à la population une info de qualité, accessible pour tous et contribuant à faire évoluer la société.

[Je fais un don](#)